

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 03/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPROGAZ

RUE DE L'INDUSTRIE

Z.I. N 2

60000 Beauvais

Références : IC-R/0156/24-SD/SL
Code AIOT : 0005100901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement SOPROGAZ implanté 13 rue de l'Industrie Z.I. N 2 60000 Beauvais. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPROGAZ
- 13 rue de l'Industrie Z.I. N 2 60000 Beauvais
- Code AIOT : 0005100901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société est spécialisée dans la production de gaz industriel liquéfié : gaz industriels et médicaux, gaz élémentaires, air liquide ou comprimé, gaz réfrigérants, gaz industriels mélangés, gaz inertes tels l'anhydride carbonique et gaz isolants.

De par son activité de production d'oxygène liquide (rubrique 4725), le site de Beauvais est classé Seveso seuil bas.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/07/1991 complété notamment par l'arrêté préfectoral du 24/08/2010.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PC n°1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	30 jours
4	PC n°4 : Traçabilité des actions correctives et préventives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	PC n°2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
3	PC n°3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Sans objet
5	PC n°5 : Fréquence des analyses des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	Sans objet
6	PC n°6 : Transmission	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des résultats d'analyses des concentrations en Lp		
7	PC n°7 : Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Sans objet
8	PC n°8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Sans objet
9	PC n°9 : Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
10	PC n°10 : Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte les fréquences de prélèvements pour les analyses de *Légionella pneumophila* et les résultats ne présentent pas de dépassement depuis des années.

L'exploitant doit réaliser des actions correctives afin de répondre aux obligations réglementaires.

L'exploitant doit former toutes les personnes désignées aux interventions sur les tours aéroréfrigérantes (TAR) et renseigner l'ensemble des informations obligatoires sur le carnet de suivi des TAR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC n°1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

L'exploitant a formalisé une liste des personnes habilitées à intervenir sur le circuit de refroidissement et plus particulièrement sur les tours aéroréfrigérantes (TAR).

Cette liste désigne les personnes pouvant intervenir pour les relevés et les analyses physico-chimiques du circuit et également les prélèvements en vue des analyses de la concentration en *Legionella pneumophila*.

Cette liste référence les personnes internes à la société SOPROGAZ et également les personnes des sociétés extérieures. Ce document précise la fin de validité de la formation.

Les formations spécifiques comme le prélèvement ou l'intervention technique suivies par les personnes intéressées ne sont pas en adéquation avec les fonctions de ces dernières.

Non conformité n°1 (faits modérés) : L'exploitant n'a pas formé toutes les personnes désignées comme intervenantes sur la TAR ou leur formation a plus de 5 ans.

Le fait que les personnes intervenantes sur les TAR ne soient pas formées n'augmente pas les risques environnementaux et accidentels et n'induit pas de nuisances environnementales. Toutefois, les personnes peuvent être en danger du fait de la méconnaissance des risques.

Le 23 avril 2024, l'exploitant a transmis une commande pour former l'ensemble du personnel intervenant au risque légionella. Cette formation sera réalisée le 27 mai 2024 sur site.

L'exploitant a présenté le support de formation interne que les personnes formées ont suivi. Ce dernier reprend les éléments nécessaires de la présente prescription.

Le plan de formation a été présenté le jour de l'inspection. Ce dernier est géré par une application du groupe pour l'ensemble des formations. La formation au risque légionellose est intégrée.

L'exploitant a transmis par courriel du 28 mai 2024 les attestations de formations de trois des quatre personnes concernées sur le site SOPROGAZ de Beauvais.

Une personne intervenante sur le site n'est pas formée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : La liste des personnes pouvant intervenir sur les TAR est mise à jour en dissociant les fonctions en relation avec les formations spécifiques comme les interventions ou les prélèvements.

2) L'exploitant forme toutes les personnes désignées aux interventions sur la TAR et communique les attestations de formation de moins de 5 ans dans les 30 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : PC n°2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant fait réaliser une analyse méthodique des risques (AMR) tous les ans en collaboration avec un prestataire extérieur.

La dernière AMR a été réalisée le 9 juin 2023.

Le document contient l'ensemble des points réglementaires de la présente prescription.

L'AMR permet de cibler des actions d'amélioration hiérarchisées.

Par sondage, il a été contrôlé la gestion des axes d'amélioration définis comme majeurs.

Ces derniers ont identifié :

- la formation des personnes susceptibles d'intervenir. Ce point est traité par le présent rapport d'inspection au point de contrôle n°1 et la non conformité n°1 ;
- l'organisation des suppléances. L'exploitant a présenté en séance le fonctionnement des astreintes du site qui inclut la gestion du circuit de refroidissement ;
- le remplacement du packing de la grande TAR. Ce dernier a été changé en 2023 (cf point de contrôle n°10 ci-dessous).

N° 3 : PC n°3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

L'exploitant a défini un plan d'entretien, un plan de surveillance et une stratégie de traitement.

La stratégie de traitement est précisée au sein du document désigné "manuel d'exploitation". Elle définit les produits de traitement mis en jeu ainsi que leur mode d'utilisation (dosage,

asservissement,...).

Le plan d'entretien est défini au sein du document référencé SP10.06.doc.003.

L'enregistrement des actions liées au plan de maintenance est effectué au sein du carnet de bord des TAR référencé SP.10.05.Form006.

Le jour de l'inspection, par sondage, il a été constaté que le changement des dévésiculeurs en 2023 n'avait pas été enregistré.

Le 23 avril 2024, l'exploitant a transmis le carnet de bord mis à jour avec la présence de cette maintenance.

Le plan de surveillance est défini au sein du document SP.04.09.MO.001. Ce plan de surveillance précise les paramètres physico-chimiques à suivre avec la fréquence d'analyses associée ainsi que les actions à mener en cas de dérive.

Les enregistrements de ces suivis et actions menées le cas échéant sont formalisés au sein des rapports quotidiens et mensuels de la société en charge du traitement de l'eau du circuit de refroidissement (NALCO).

Les plans de maintenance et de surveillance sont également repris au sein du manuel d'exploitation.

Le jour de l'inspection les valeurs cibles, d'alerte et d'actions n'étaient pas toutes cohérentes entre les différents documents contrôlés.

Le 23 avril 2024, l'exploitant a transmis les documents concernés mis à jour afin de rendre cohérent l'ensemble des valeurs d'objectifs.

Cette transmission s'est accompagnée d'une mise à jour du fichier d'enregistrement "exploitation TAR" qui intègre également ces plans d'entretien et de surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC n°4 : Traçabilité des actions correctives et préventives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;

<ul style="list-style-type: none"> - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs. - les modifications apportées aux installations.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant renseigne les différentes informations de cette prescription au sein de plusieurs documents d'enregistrement dont le carnet de suivi d'eau des TAR, le carnet de bord et les rapports mensuels NALCO.</p> <p>Toutefois, le jour de l'inspection, des éléments de la prescription n'étaient pas enregistrés comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les périodes d'utilisation des TAR et le mode de fonctionnement ; - les périodes d'arrêt ; - le tableau des dérives en concentration en légionella le cas échéant ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées ; - les interventions liées aux dévésiculeurs. <p>Non conformité n°2 (faits modérés) : L'exploitant n'enregistre pas toutes les informations réglementaires au sein du carnet de suivi des TAR.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>2) L'exploitant complète le carnet de suivi ou carnet de bord afin que soient enregistrés l'ensemble des points réglementaires de la présente prescription dans un délai de 30 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : PC n°5 : Fréquence des analyses des concentrations en Lp

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à</p>

<p>utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après contrôle sous l'application GIDAF, par sondage depuis le mois d'avril 2023, la fréquence des prélèvements est respectée et les résultats sont enregistrés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : PC n°6 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après contrôle sous l'application GIDAF, par sondage depuis le mois d'avril 2023, il a été constaté que le délai de 30 jours entre la date de prélèvement et l'enregistrement dans l'application est respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : PC n°7 : Nettoyage préventif annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p>

<p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le nettoyage mécanique et chimique des installations de refroidissement est réalisé tous les ans par une société spécialisée. La dernière intervention a été réalisée du 18 au 22 septembre 2023.</p> <p>Un rapport détaillé est rédigé par cette société. Elle décrit les actions de nettoyage et les résultats des actions. L'intervention est bien décrite et il est notamment précisé que le chantier d'intervention est bâché pour éviter la dispersion de légionelles.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que les actions décrites et réalisées par la société spécialisée pour le nettoyage de la TAR et notamment l'utilisation de certains produits de traitement sont différents de ceux précisés au sein de la procédure d'arrêt annuel de l'exploitant.</p> <p>Le 23 avril 2024, l'exploitant a informé par courriel l'inspection des installations classées qu'il avait écrit à la société en charge du nettoyage annuel des TAR afin qu'elle respecte la procédure d'arrêt annuel SOPROGAZ.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : PC n°8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT ? TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE ? DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella</i></p>

pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

La procédure est présente. Selon l'exploitant, l'arrêt immédiat de la dispersion est possible.

Le jour de l'inspection, il a été constaté que la procédure n'intégrait pas la transmission du message par courriel en plus du FAX. De plus, la procédure ne faisait pas figurer l'arrêt des

ventilateurs comme première action à réaliser.
Le 23 avril 2024, l'exploitant a transmis par courriel à l'inspection des installations classées la procédure mise à jour avec les éléments ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PC n°9 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>État des stocks de produits dangereux.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des stocks des produits présents sur le site.</p> <p>Les conditions de stockage des biocides précisées au sein des fiches de données de sécurité sont respectées.</p> <p>Toutefois, lors de l'inspection de terrain, il a été constaté que, dans le local de stockage des produits, certains bidons n'étaient pas identifiés et que les stocks minimums précisés au sein des procédures n'étaient pas cohérents en termes de quantité et de référence de produits.</p> <p>Le 23 avril 2024, l'exploitant a précisé par courriel à l'inspection des installations classées les actions menées au sujet des produits de traitement, leur stockage et désignation au sein des procédures.</p> <p>Ainsi, les bidons non identifiés ont été retirés, les stocks minimums ont été mis à jour entre les procédures et les stocks réels et les anciennes références de produits ont été supprimées des procédures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : PC n°10 : Etat des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.
--

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Entretien préventif de l'installation</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les parties visibles étaient globalement propres. Certaines ventelles présentaient des dépôts de tartre.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection que les dévésiculeurs des TAR HAMON avaient été changés en 2023. L'exploitant a communiqué les attestations de compatibilité du dévésiculateur et du taux d'entraînement inférieur à 0,01 %.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>